



KPMG Audit  
7 boulevard Albert Einstein - BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3

Mazars  
9 rue Maurice Fabre  
35 000 RENNES

# Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Séché Environnement S.A.  
Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09  
*Ce rapport contient 29 pages*

Séché Environnement S.A.

Siège social : Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09

Capital social : 1 571 546 €

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux actionnaires de la société Séché Environnement SA,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Séché Environnement SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Évaluation des titres de participation

#### *Risques identifiés*

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 311,3 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur estimative représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 4 de l'annexe, la valeur estimative est déterminée par la direction pour les sociétés intégrées globalement, en tenant compte d'une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie de chaque société nette de l'endettement et pour les sociétés mises en équivalence en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette consolidée.

La détermination de la valeur estimative de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour apprécier les valeurs estimatives. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives aux flux prévisionnels de trésorerie de ces participations, ainsi qu'à la détermination de taux d'actualisation et de croissance à l'infini appropriés appliqués à ces flux.

#### *Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés*

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs estimatives des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

*Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :*

- vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques.

*Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :*

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités ;
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### *Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

#### *Informations relatives au gouvernement d'entreprise*

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

### *Autres informations*

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Séché Environnement SA par vos assemblées générales de 1997 pour le cabinet KPMG et de 2018 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la 22<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 1<sup>ère</sup> année, dont respectivement 21 et 1 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au comité d'audit*

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

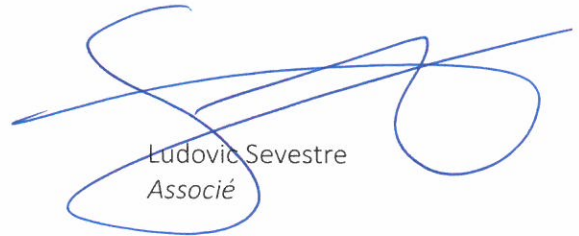
*Nantes et Rennes, le 12 mars 2019*

KPMG Audit  
Département de KPMG SA

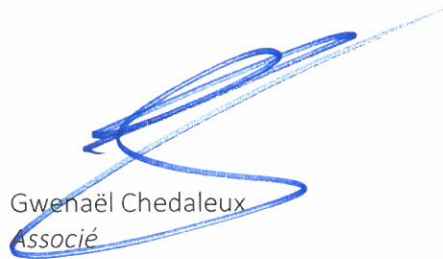


Franck Noël  
*Associé*

MAZARS



Ludovic Sevestre  
*Associé*



Gwenaël Chedaleux  
*Associé*



ETATS FINANCIERS SOCIAUX

31 DECEMBRE 2018



## BILAN

Actif ( en euros )	2017	2018		
	Net	Brut	Amort & prov	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles	66 960	194 440	150 742	43 698
Immobilisations corporelles	79 535	759 476	695 407	64 069
Immobilisations financières :				
- Titres de participation	303 915 743	465 198 440	153 884 185	311 314 255
- Prêts et créances	34 581 365	35 671 217		35 671 217
- Autres immobilisations financières	3 940 156	6 917 785	3 592 115	3 325 670
<b>Total Actif Immobilisé</b>	<b>342 583 760</b>	<b>508 741 358</b>	<b>158 322 449</b>	<b>350 418 908</b>
Actif Circulant :				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande	573 179	422 146		422 146
Créances clients et comptes rattachés	973 644	4 202 497		4 202 497
Autres créances	105 922 876	102 199 738	28 500	102 171 238
Valeurs mobilières de placement	5 000 000	20 000 000		20 000 000
Disponibilités	37 368 488	27 641 962		27 641 962
<b>Total Actif circulant</b>	<b>149 838 187</b>	<b>154 466 343</b>	<b>28 500</b>	<b>154 437 843</b>
Charges constatées d'avance	19 199	17 584		17 584
Charges de régularisation	1 866 442	2 348 004		2 348 004
Ecart de conversion actif	6 199			
Primes de Remboursement des Obligations				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>494 313 787</b>	<b>665 573 289</b>	<b>158 350 949</b>	<b>507 222 340</b>

<b>Passif ( en euros )</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
Capital	1 571 546	1 571 546
Primes d'émission	74 061 429	74 061 429
Réserves :		
- Réserve légale	172 697	172 697
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à Nouveau	12 113 447	12 992 049
Résultat	8 288 347	12 461 360
Subventions		
Provisions réglementées	8 150	1 041
<b>Total Capitaux Propres</b>	<b>96 215 618</b>	<b>101 260 122</b>
Autres fonds propres	121 302	80 868
Provisions pour risques et charges	38 019 754	33 557 146
Total Provisions pour risques et charges	38 019 754	33 557 146
Dettes financières et assimilées	307 095 567	310 898 021
Av. et acetes reçus sur commandes en cours	1 495	5 624
Fournisseurs et comptes rattachés	2 126 366	3 591 920
Autres	50 703 336	57 762 166
<b>Total Dettes</b>	<b>359 926 763</b>	<b>372 257 732</b>
Produits constatés d'avance	30 350	30 781
Ecart de conversion passif		35 691
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>494 313 787</b>	<b>507 222 340</b>

## COMPTE DE RESULTAT

( en euros )	2017	2018
<b>Produits d'exploitation</b>		
Chiffre d'affaires	12 304 289	12 152 145
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>12 304 289</b>	<b>12 152 145</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	31 411	37 727
Reprises sur amortissements et provisions et transferts de charge	830 021	2 637 849
Autres Produits	1	5
<b>Total Produits d'exploitation</b>	<b>13 165 723</b>	<b>14 827 726</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats et charges externes	(10 044 363)	(14 227 633)
Variation de stock		
Impôts, taxes et versements assimilés	(368 843)	(375 805)
Salaires et traitements et charges sociales	(4 402 115)	(4 508 858)
Dotations aux amortissements et provisions	(736 036)	(2 222 513)
Autres charges	(112 503)	(124 222)
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>(15 663 860)</b>	<b>(21 459 032)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(2 498 137)</b>	<b>(6 631 306)</b>
Produits financiers	28 675 681	26 383 924
Charges financières	(17 814 427)	(23 104 694)
<b>Résultat financier</b>	<b>10 861 253</b>	<b>3 279 229</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>8 363 116</b>	<b>(3 352 077)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(7 918 261)</b>	<b>6 772 218</b>
Participation des salariés aux résultats		
Intéressement		
Impôts sur les bénéfices	7 843 492	9 041 219
<b>Résultat net</b>	<b>8 288 347</b>	<b>12 461 360</b>

## **A- Faits marquants de l'exercice :**

Séché Environnement a procédé au refinancement de sa dette financière à travers l'émission d'un emprunt obligataire de 150 M€ sous forme de placement privé, et la souscription d'un crédit bancaire amortissable de 120 M€, assorti d'une ligne de liquidité bancaire de 150 M€ (« RCF ») et intégrant des critères de performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) innovants. Ces opérations permettent à Séché Environnement de bénéficier de conditions de taux plus favorables pour des maturités allongées et d'un ratio financier (« covenant ») unique et plus souple, qui pourra être porté jusqu'à 4,25 x EBE en cas d'acquisition.

Par ailleurs, Séché Environnement a annoncé son intention d'acquérir, au travers de Séché South Africa Proprietary Limited, sa filiale sud-africaine entièrement contrôlée, 100% du capital d'Interwaste Holdings Limited, spécialiste du traitement des déchets en Afrique du Sud. L'opération sera réalisée à travers un plan d'arrangement proposé aux actionnaires d'Interwaste par Séché South Africa Proprietary Limited au prix de ZAR 1,20 par action.

Le 8 novembre 2018, M. Joël Séché a apporté à la société Groupe Séché, holding familiale qui contrôle Séché Environnement, 402.399 actions Séché Environnement qu'il détenait en direct. A la suite de cet apport, la société Groupe Séché, détenue à 100% par M. Joël Séché, détient 50,00% du capital de Séché Environnement et 58,81% des droits de vote.

Les conventions de prestations de services rendues aux filiales ont été modifiées sur l'exercice. Les conventions prévoient une refacturation des coûts engagés pour l'assistance aux filiales majorées d'un mark-up. Cette modification des conventions conduit à une diminution du résultat d'exploitation de la société, celle-ci conservant à sa charge les coûts considérés afférents à l'activité de holding et les coûts relatifs à la gestion de la trésorerie et des financements.

## **B- Principes et méthodes comptables :**

### **1- Règles et méthodes comptables**

Les comptes de la société SECHE ENVIRONNEMENT sont établis en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en France (Code du Commerce – articles L123-12 à L123-28), règlements ANC 2014-03 et ANC 2015-05.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- \* de continuité de l'exploitation
- \* de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- \* d'indépendance des exercices
- \* et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## **2- Immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, logiciels, know-how) sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

## **3- Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Depuis le 1er Janvier 2005, la méthode par composants est utilisée dans la mesure du possible. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité prévue :

Installations techniques et agencements	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 10 ans

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément corporel vient à décliner de façon durable.

## **4- Immobilisations financières**

Le poste "Titres de participation" correspond au coût d'achat des titres de sociétés sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre leur valeur estimative et leur valeur comptable.

La valeur estimative :

\* des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement dans les comptes consolidés du Groupe est déterminée en tenant compte d'une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie attendus sur chaque société, nette de l'endettement. Cette actualisation est réalisée au taux de 4,88% et sur une durée de 6 ans, le sixième flux correspondant à une valeur terminale extrapolée sur la base du cinquième flux projeté au taux de croissance à l'infini de 0,2% ;

\* des sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette consolidée.

Les titres cotés sont enregistrés à leur coût d'achat et leur éventuelle provision pour dépréciation est calculée sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice. Les droits de mutation, honoraires, frais d'actes liés à l'acquisition des titres, frais de refinancement sont comptabilisés en charges.

Le poste "Autres immobilisations financières" est composé d'actions propres pour un montant de 2 629 467 euros. Ces 55 077 actions présentaient une valeur de marché de 1 465 048 euros au 31 Décembre 2018 (sur la base du cours de clôture, soit 26,6 euros).

## **5- Créances**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable.

## **6- Valeurs mobilières de placements**

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de Sicav monétaires et dépôts à terme :

\* Les Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable, sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est supérieure au cours de bourse ou, à défaut, à la valeur probable de négociation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;

\* Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

## **7- Provisions pour risques et charges**

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

## **8- Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

## **9- Retraites et engagements assimilés**

L'évaluation des indemnités de fin de carrière est effectuée à partir des hypothèses suivantes :

- \* méthode "prospective" fondée sur les salaires et des droits de fin de carrière ;
- \* utilisation de la table générationnelle TGF 2005 ;
- \* application d'un taux de charges sociales de 45% l'an pour les non cadres et de 50% pour les cadres ;
- \* l'âge de départ à la retraite des cadres est fixé à 67 ans à l'initiative de l'entreprise et celui des non cadres à 65 ans à leur initiative;
- \* un turn over compris entre 6% et 7% pour les cadres et entre 3% et 4% pour les non cadres, étant entendu que le turn over est ramené à zéro sur les 3 années précédant le départ en retraite ;
- \* la quotité des droits acquis au terme est validée à partir des derniers salaires connus estimés à terme. Pour ce faire, il est appliqué un taux de progression des salaires de 2,16% pour les cadres et de 1,56% pour les non cadres, incluant un effet de l'inflation de 1,13% ;
- \* prise en compte d'un taux d'actualisation de 1,1%.

Jusqu'au 31/12/2013, la gestion des indemnités de fin de carrière était externalisée (via un versement sous forme de cotisation à un organisme indépendant). La provision pour indemnité de fin de carrière correspond au montant net de l'engagement calculé, déduction faite des montants externalisés.

## **10- Résultat exceptionnel**

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat sont déterminés en retenant la conception du Plan Comptable Général ; ils incluent donc les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de

l'entreprise, soit parce qu'ils sont inhabituels dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

### **11- Participation & Intéressement des salariés**

Un accord de participation mutualisé sur le périmètre des filières DND (Déchets Non Dangereux) et Services dont les filiales sont basées dans les régions Pays de Loire et Poitou-Charentes a été signé en date du 21 janvier 2014. Il a été conclu pour une durée indéterminée et continue à s'appliquer.

### **12- Centralisation des paiements de TVA**

Le Groupe a opté en faveur du régime de centralisation des paiements de la TVA et des taxes assimilées en date du 1er Janvier 2013 par convention du 10 décembre 2012. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 50% par Séché Environnement SA.

### **13- Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)**

La société a opté pour l'inscription du CICE en réduction des charges de personnel pour un montant de 19 048 Euros. Le CICE a permis le financement de l'amélioration de la compétitivité de notre entreprise, en nous permettant de poursuivre nos efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement et de prospection de nouveaux marchés.

### **14- Périmètre d'Intégration Fiscale**

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale le 1er janvier 2000. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95% par Séché Environnement SA.

Les économies d'impôt, réalisées par le Groupe et liées aux déficits, sont conservées chez la Société mère Séché Environnement et considérées comme un gain immédiat de l'exercice. La Société constate une provision pour risque, égale à l'impôt correspondant aux déficits des sociétés filles, nés pendant l'intégration fiscale.

### **15- Trésorerie de Groupe**

Séché Environnement SA a mis en place un système de gestion centralisée de trésorerie conformément à l'article 12 chapitre 11 de la loi n° 84-46 du 24/01/1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

### **16- Instruments financiers**

Afin de gérer son exposition au risque de taux, Séché Environnement SA utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier plan. Séché Environnement SA utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des caps, floors et collars pour gérer son risque de taux lié au financement :

\* les swaps utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer d'un taux variable à un taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêt, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Notamment, le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêt sur la durée de vie des passifs couverts ;

\* les swaptions utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent ;

\* les caps, floors et collars permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Les actifs et passifs du bilan, directement ou indirectement concernés par ces instruments financiers, font l'objet en fin d'exercice, d'une évaluation en application des principes comptables propres à leur nature.

**17- Nom de la société consolidante :**

Séché Environnement SA est la société mère du Groupe Séché Environnement

Par ailleurs, le Groupe Séché Environnement est un palier consolidé par le Groupe SECHE SAS au capital de 103 304 070 €

Siège social - Les Hêtres CS 20020 53811 Changé Cedex 09

RCS Laval B 413 957 804

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenus à l'adresse ci-dessus



## Note 1 - Immobilisations corporelles et incorporelles - Valeur Brute

( en euros )	Valeur brute				Fin Exercice Décembre 2018
	Début Exercice Décembre 2017	Apports, création	Par Cessions, mise hors service	(virt compte à compte )	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais établisst, recherche et développement					
Autres immobilisations incorporelles	194 440				194 440
<b>Immobilisations incorporelles - valeur brute</b>	<b>194 440</b>				<b>194 440</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains et constructions					
Installations techniques	28 223				28 223
Installations générales, agets et divers	5 292				5 292
Matériel de transport	211 494				211 494
Matériel de bureau	486 955	13 974			500 929
Immeubles de placement					
Immobilisations corporelles en concession					
Immobilisations corporelles en cours	13 538				13 538
Avances et acomptes sur immob. corporelles					
<b>Immobilisations corporelles - valeur brute</b>	<b>745 502</b>	<b>13 974</b>			<b>759 476</b>
<b>Total Général</b>	<b>939 942</b>	<b>13 974</b>			<b>953 916</b>

## Note 2 - Immobilisations corporelles et incorporelles - Amortissements

( en euros )	Montant	Augmentat.	Diminutions	Autres Mvts ( virt compte à à compte )	Montant
	Début Exercice Décembre 2017	Dotations	Reprises		Fin Exercice Décembre 2018
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais établisst, recherche et développpt - Amort					
Autres immobilisations incorporelles - Amort	127 480	23 263			150 742
<b>Immobilisations incorporelles - amortissements</b>	<b>127 480</b>	<b>23 263</b>			<b>150 742</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains et constructions Amort					
Installations techniques - Amort.	20 667	6 943			27 610
Installations générales, agets et divers Amort	4 458	375			4 833
Matériel de transport - Amort.	211 494				211 494
Matériel de bureau - Amort.	429 348	22 122			451 470
Immeubles de placement - Amort.					
Immobilisations corporelles en concession - Amort					
<b>Immobilisations corporelles - amortissements</b>	<b>665 967</b>	<b>29 440</b>			<b>695 407</b>
<b>Total Général</b>	<b>793 447</b>	<b>52 702</b>			<b>846 149</b>

### Note 3 - Immobilisations financières - Valeur Brute

( en euros )	Valeur brute				Fin Exercice Décembre 2018
	Début Exercice Décembre 2017	Apports, création	Par Cessions, mise hors service	( virt compte à compte )	
Libellés					
Titres de participation	444 219 044	20 979 420	(24)		465 198 440
Autres titres immobilisés	3 397 708				3 397 708
Créances rattachées à participation et prêts	34 684 445	10 020 056	(8 933 825)		35 770 676
Actions propres	2 737 713	2 349 239	(2 457 485)		2 629 467
Autres immobilisations financières	791 150				791 150
<b>Immobilisations financières brutes</b>	<b>485 830 061</b>	<b>33 348 715</b>	<b>(11 391 334)</b>		<b>507 787 442</b>

### Détail des titres de participation

( en euros )	Valeur nette 2017	Valeur brute	Provision	Valeur nette 2018
Sociétés civiles immobilières	1 251 784	1 251 784		1 251 784
Sociétés commerciales	302 663 959	463 946 656	153 884 185	310 062 471
Total	303 915 743	465 198 440	153 884 185	311 314 255

### Note 4 - Valeurs mobilières de placement

( en euros )	31 Décembre 2018 Montant
Sicav	
Dépôts à terme	20 000 000
Produits à recevoir	
<b>Total Valeurs Mobilières de Placement</b>	<b>20 000 000</b>

## Note 5.1 - Échéances des créances

<u>CREANCES ( en euros )</u>	Valeur brute Fin Décembre 2018	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<i>Libellés</i>			
Créances rattachées	35 726 494	10 259 497	25 466 998
Prêts	44 182		44 182
Autres immobilisations financières	6 818 325		6 818 325
<b>Créances de l'Actif Immobilisé</b>	<b>42 589 002</b>	<b>10 259 497</b>	<b>32 329 505</b>
Clients douteux			
Autres créances clients	4 202 497	4 202 497	
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux			
Etat - Autres créances	434 358	434 358	
Etat - Impôts sur les bénéfices	2 357 750	1 496 973	860 778
Débiteurs divers	1 851 734	1 851 734	
Groupe et associés	97 978 041	97 978 041	
<b>Créances de l'Actif Circulant</b>	<b>106 824 381</b>	<b>105 963 603</b>	<b>860 778</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>17 584</b>	<b>17 584</b>	
<b>Charges de régularisation</b>	<b>2 348 004</b>	<b>527 729</b>	<b>1 820 275</b>
<b>Total Général</b>	<b>151 778 970</b>	<b>116 768 413</b>	<b>35 010 558</b>

## Note 5.2 - ÉCHEANCES des DETTES

DETTES ( en euros )	Décembre 2018	Moins 1 an	A +1 an & < 5 ans	A + de 5 ans
Auprès des Etablissements de crédit (*)	134 005 923	20 362 620	113 226 636	416 667
Emprunts et dettes financières divers (**)	176 892 098	1 892 098	30 000 000	145 000 000
<b>Total Échéances Dettes Financières</b>	<b>310 898 021</b>	<b>22 254 718</b>	<b>143 226 636</b>	<b>145 416 667</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	3 511 920	3 511 920		
Personnel et comptes rattachés	277 610	277 610		
Dettes organismes sociaux	363 711	363 711		
Dettes fiscales (hors IS-TVA-TGAP-Taxe Locale)	7 472 980	7 472 980		
Etat - Impôts sur les bénéfices (P)				
Fournisseurs d'immobilisations	80 000	80 000		
Groupe et associés	49 647 865	49 647 865		
Autres dettes	5 624	5 624		
<b>Total Echéances Passif Circulant</b>	<b>61 359 711</b>	<b>61 359 711</b>		
Produits constatés d'avance	30 781	30 781		
<b>Total Echéances Cptes Régul Passif</b>	<b>30 781</b>	<b>30 781</b>		
<b>Total Echéances Dettes</b>	<b>372 288 512</b>	<b>83 645 209</b>	<b>143 226 636</b>	<b>145 416 667</b>

\* Emprunts remboursés en cours d'exercice : 223 744 853    Emprunts souscrits en cours d'exercice: 105 000 000

\*\* Dettes rattachées à participations remboursées en cours d'exercice : 4 121 500    Dettes rattachées à participations souscrites en cours d'exercice: 58 500

\*\* Emprunts obligataires remboursés en cours d'exercice : 25 000 000    Emprunts obligataires souscrits en cours d'exercice: 150 000 000

## Note 6 - Composition du CAPITAL SOCIAL

		<u>Nombre</u>	<u>Valeur nominale</u>
1- Actions composant le capital social au	<b>31 Décembre 2017</b>	7 857 732	0,20 €
Augmentation de capital			
Diminution du capital			
2- Actions composant le capital social au	<b>31 Décembre 2018</b>	7 857 732	0,20 €

## Note 7 - Tableau de Variation des CAPITAUX PROPRES

( en euros )		
<b>Capitaux propres au</b>	<b>31 Décembre 2017</b>	<b>96 215 618</b>
Augmentation de capital		
Diminution de capital		
Dividendes (-)		(7 409 745)
Variations subv. Invest. provisions réglementées		(7 110)
Résultat de l'exercice		12 461 360
Autres mouvements		
<b>Capitaux propres au</b>	<b>31 Décembre 2018</b>	<b>101 260 122</b>

## Note 8 - PROVISIONS

( en euros )	Montant Début	Mouvements de l'exercice				Montant Fin
	Exercice	Mouvement s de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées et transfert de comptes	Exercice
Libellés						
<b>Provisions réglementées</b>	<b>8 150</b>	<b>0</b>	<b>356</b>	<b>(7 465)</b>	<b>0</b>	<b>1 041</b>
Provisions perte de change	6 199	0	0	(6 199)	0	0
Provisions pour risques	37 938 427	0	0	(4 510 304)	0	33 428 123
Provisions pour charges	75 128	0	53 895	0	0	129 023
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>38 019 754</b>	<b>0</b>	<b>53 895</b>	<b>(4 516 503)</b>	<b>0</b>	<b>33 557 146</b>
Prov. sur immob. incorporelles	0	0	0	0	0	0
Prov. sur immob. corporelles	0	0	0	0	0	0
Prov. autres immob. financières	143 392 797	0	14 104 109	(20 606)	0	157 476 300
Provisions sur stock	0	0	0	0	0	0
Provisions comptes clients	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciation	(0)	0	28 500	0	0	28 500
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>143 392 797</b>	<b>0</b>	<b>14 132 609</b>	<b>(20 606)</b>	<b>0</b>	<b>157 504 800</b>
<b>Total Général</b>	<b>181 420 702</b>	<b>0</b>	<b>14 186 860</b>	<b>(4 544 574)</b>	<b>0</b>	<b>191 062 987</b>

## Note 9 -Charges à payer

( en euros )	31 Décembre 2018
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	<b>Montant</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 105 116
Emprunts et dettes financières diverses	5 301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 789 094
Clients, avoirs à établir	
Dettes fiscales et sociales	575 680
Intérêts courus sur comptes courants créditeurs	112 907
Dettes diverses	
<b>Total Charges à payer</b>	<b>5 588 098</b>

## Note 10 – Charges à répartir

	Montant net début exercice	Augmentation	Dot. aux amort..	Montant net fin exercice
Charges à répartir	1 866 442	2 593 978	2 112 416	2 348 004

Les charges à répartir correspondent aux frais de souscription d'emprunt.

Les frais restant à amortir relatifs aux emprunts remboursés par anticipation sur l'exercice ont été intégralement amortis sur l'exercice (1,4 M€).

En 2018 ces frais se sont élevés à 2 593 978€. Ils sont amortis selon la méthode du TIE sur la durée de l'emprunt.

## Note 11 -Produits à recevoir

( en euros )	31 Décembre 2018
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Immobilisations financières	99 460
Créances rattachées aux participations	
Créances clients et comptes rattachés	873 355
Créances fiscales et sociales	287 059
Autres créances d'exploitation	631 852
Intérêts courus sur comptes courants débiteurs	1 567 837
Valeurs mobilières de placement	
<b>Total Produits à recevoir</b>	<b>3 459 563</b>

## Note 12 -Charges et Produits constatés d'avance

( en euros )	31 Décembre 2018	
	Charges	Produits
Honoraires		
Divers	17 584	30 781
Subventions		
<b>Total</b>	<b>17 584</b>	<b>30 781</b>

## Note 13 -Entreprises liées et participations

( en euros )	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
<b><u>ACTIF</u></b>		
Titres de participation	460 545 632	4 652 808
Créances rattachées à des participations	35 726 494	0
Autres immobilisations financières	143 050	
Créances clients et comptes rattachés	3 008 321	310 654
Comptes courants débiteurs (yc ICNE)	97 702 250	275 791
Autres créances	388 185	
<b>Total Actif</b>	<b>597 513 933</b>	<b>5 239 253</b>

<b><u>PASSIF</u></b>		
Dettes financières	1 856 301	
Dettes d'exploitation	1 429 006	100 446
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Comptes courants créditeurs (yc ICNE)	49 647 865	
<b>Total Passif</b>	<b>52 933 173</b>	<b>100 446</b>

- Un bail commercial avec la société Groupe Séché, a été autorisé par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Ce bail est conclu pour une durée de 9 ans, pour une surface de 840 m2 en jouissance privative et de 400 m2 Loi Carrez en jouissance commune avec la société Groupe Séché au niveau du 54<sup>ème</sup> étage de la Tour Montparnasse ainsi que de 25 emplacements de parking et 207.6m2 de local d'archives en jouissance exclusive.
- Une convention d'animation avec la société Groupe Séché a été autorisée par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Cette convention est conclue pour une durée débutant le

2 Mai 2016 et se terminant le 31 décembre 2019, renouvelée par tacite reconduction pour 3 ans.

La société Groupe Séché fournit à la société et à ses filiales des services dans divers domaines (stratégie, commercial, financière, juridique).

Au titre de l'exercice 2018, la charge comptabilisée pour ces conventions représente 2.2 M€.

### Note 14 – Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant Impôt et après participation	Impôt Théorique	Report Déficitaire	Effet intégration fiscale	Impôt du	Résultat net
Résultat exploitation	(6 631 306)					(6 631 306)
Résultat financier	3 279 229					3 279 229
<b>Résultat courant avant rés except et avant impôts</b>	<b>(3 352 077)</b>	(4 096 091)	4 096 091		0	(3 352 077)
<b>Crédits impôts et contibution dividendes</b>		(18 461)			(18 461)	18 461
Résultat exceptionnel	6 772 218	484 053	(484 053)	0	0	6 772 218
Correction d'impôt		42			42	(42)
Intégration fiscale				(9 022 800)	(9 022 800)	9 022 800
<b>Total</b>	<b>3 420 141</b>	<b>(3 630 457)</b>	<b>3 612 038</b>	<b>(9 022 800)</b>	<b>(9 041 219)</b>	<b>12 461 360</b>

### Note 15 -Incidences des Evaluations Fiscales Dérogatoires

	31 Décembre 2018
( en euros )	Montant
Résultat de l'Exercice	12 461 360
Impôt sur les bénéfices	(9 041 219)
Résultat Avant Impôt	3 420 141
Variations des provisions réglementées - Amortissements dérogatoires	(7 110)
<b>Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (AVT IMPOT)</b>	<b>3 413 031</b>



## Note 16 -Variation des impôts différés ou latents

<u>Accroissements et allègements de la dette future d'impôt</u>	31 Décembre 2018
Nature des Différences Temporaires ( en euros )	Montant bases
Amortissements dérogatoires	1 041
<b>Total des accroissements futurs</b>	<b>1 041</b>
Provisions pour pensions et retraites	117 578
Autres charges comptab. non déduites	903 375
Montant des reports déficitaires	108 044 968
<b>Total des allègements futurs</b>	<b>109 065 921</b>

## Note 17 -Ventilation du chiffre d'affaires

( en euros )	31 Décembre 2018
Locations immobilières	212 648
Prestations de services	10 875 748
Refacturations diverses	1 063 750
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>12 152 145</b>

## Note 18 -Transferts de charges

( en euros )	31 Décembre 2018
Transferts de charges d'exploitation	2 597 311
Transfert de charge avantage en nature	40 538
<b>Total Transferts de charges</b>	<b>2 637 849</b>

## Note 19 - Résultat FINANCIER

( en euros )	31 Décembre 2017		31 Décembre 2018	
Postes du résultat	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts et charges financières	7 746 489		8 973 292	
Produits financiers et assimilés		24 173 914		26 354 788
Reprises ou dotations (-) provisions financières nettes	10 066 256	4 501 762	14 129 109	26 805
Transfert de charges financières				
Différence de change réalisée nette	1 682	4	2 294	2 330
<b>Totaux</b>	17 814 427	28 675 681	23 104 694	26 383 924
<b>Résultat Financier</b>		<b>10 861 253</b>		<b>3 279 229</b>

## Note 20 - Résultat FINANCIER réalisé avec les entreprises liées

( en euros )	Décembre 2017		Décembre 2018	
Postes du résultat	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts et charges financières	30 508		487 547	
Produits financiers et assimilés		24 013 060		26 036 911
Transfert de charges financières				
<b>Totaux</b>	30 508	24 013 060	487 547	26 036 911
<b>Résultat financier réalisé avec les entreprises liées</b>		<b>23 982 552</b>		<b>25 549 365</b>

## Note 21 –Résultat exceptionnel

( en euros )	31 Décembre 2017		31 Décembre 2018	
Postes du résultat	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits exceptionnels sur op. de gestion		581 000		539 870
Charges except. sur op de gestion	511 069		26 264	
Résultat sur op de gestion		69 931		513 606
Produits exceptionnels sur op. de capital		3 030 536		4 198 708
Charges except. sur op de capital	8 074 530		2 457 509	
Résultat sur op de capital	5 043 994			1 741 199
Rep. provisions except.		573 257		4 517 769
Dotations except. aux amortis et provisions	3 517 455		356	
Autres provisions	2 944 198			4 517 414
Transferts de charges exceptionnelles				
<b>Totaux</b>	12 103 054	4 184 793	2 484 129	9 256 347
<b>Résultat Exceptionnel</b>	(7 918 261)			6 772 218

## Note 22 -Effectif moyen

	31 Décembre 2018
Cadres	22
ETAM	7
Ouvriers	
Autres	
<b>Total</b>	<b>29</b>

## Note 23 –Rémunération Globale par catégorie de dirigeants

	Montant (en Euros)
Rémunération des dirigeants	928 275
<i>Dont rémunération des administrateurs</i>	<i>579 074</i>

## Note 24 -Engagements financiers Hors bilan

### ENGAGEMENTS DONNES

Séché Environnement a fourni une garantie de bonne fin aux communautés urbaines de Strasbourg, Nantes Métropole et Pau pour les contrats de Délégation de Service Public signés avec ces opérateurs.

Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante (en milliers d'euros)	Montant
<b>Engagements donnés</b>	
- Garanties financières	110 241
- Engagements liés à la responsabilité d'associés dans les SCI	134
<b>Total</b>	<b>110 375</b>

Engagements donnés dans le cadre de l'endettement (en milliers d'euros)	Total
Pensions, indemnitis	
- Avals	28 134
- Cautions	1 969
- Garanties	9 846
- Autres	
<b>Total</b>	<b>39 949</b>

Engagements hors bilan donnés dans le cadre de l'activité de gestion de taux d'intérêt (en milliers d'euros)	Montant
<b>Engagements donnés</b>	
- Swap	20 000
- Cap	80 000
- Collar	15 000
- Instruments non éligibles	
<b>Total</b>	<b>115 000</b>

## Note 25 - Filiales et participations : franchissement des seuils légaux

### FILIALES FRANÇAISES

EXERCICE	2018										DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA SOCIÉTÉ
	Capital	Capitaux propres part du groupe	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	VB COMPTABLE TITRES DETENUS	VALEUR NETTE COMPTABLE DES TITRES DETENUS	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avais et cautions donnés par la société	CAHT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	
	2 500	954	1 546	100,00%	3 200	3 200	4 682	912	14 006	649	-
	500	238	262	100,00%	5 243	5 243	-	6 138	11 697	342	-
	152	21 336	21 184	100,00%	12 832	12 832	1 677	9 221	35 928	4 934	4 484
	48	1 183	1 231	99,94%	1 236	1 236	-	-	12 486	708	-
	600	724	124	51,00%	306	306	-	-	1 569	75	-
	8	463	455	99,80%	87	87	-	-	78	53	-
	160	5 283	5 123	99,99%	1 099	1 099	-	-	899	490	-
	1 000	1 762	762	100,00%	8 278	8 278	669	2 967	9 889	1 151	-
	10	141	131	100,00%	1 830	1 830	0	-	8 558	129	-
	8	226	234	99,80%	66	66	624	-	16	24	-
	400	975	575	80,00%	320	320	402	-	2 049	72	83
	2 011	51 083	49 072	100,00%	27 987	27 987	11 637	43 201	117 904	17 218	15 223
	500	7 128	6 628	99,98%	496	496	6 113	6 688	100 079	727	1 000
	250	198	52	100,00%	8 798	8 798	1 786	-	3 325	5 978	-
	650	191	841	100,00%	6 053	-	270	-	942	853	-
	4 000	7 927	3 927	99,90%	19 743	19 743	42 838	9 771	45 373	419	-
	192	1 368	1 176	99,50%	530	-	0	-	33 115	235	-
	20 000	15 372	4 628	100,00%	268 753	139 426	30 504	26 979	124 280	339	-
	3 809	3 753	55	100,00%	16 135	-	3 512	1 933	49 981	1 813	-
	150	5 739	5 589	100,00%	18 750	18 750	3 914	1 069	28 175	1 374	1 330
	100	5 175	5 075	99,00%	13 339	13 339	1 128	1 914	8 561	285	455
	820	998	178	100,00%	1 663	-	-	83	5 963	373	-

SAS Karu Energy	8	1	9	24,00%	2	2	31	-	-	-	-
SA La Barre Thomas	375	110	265	40,00%	215	44	-	-	4 692	176	-
SA Sogad	75	1 372	1 297	50,00%	1 513	1 513	-	-	4 083	659	71
SAEM Transval	150	135	15	35,00%	53	47	-	-	163	60	-

### FILIALES ÉTRANGÈRES

Capital	Capitaux propres part du groupe	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE	QUOTE-PART % CAPITAL	VB COMPTABLE TITRES	VALEUR NETTE COMPTABLE	Prêts et avances consentis par la société	Montant des avais et cautions	CAHT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE
Taris	738	5 789	92,99%	9 300	9 300	2 266	-	8 412	1 012
SADN Chili	7 818	4 840	100,00%	7 116	7 116	6 911	209	4 646	1 289
Solarca SL	343	10 294	76,01%	23 332	23 332	6 246	-	14 928	1 202
UTM gmbh	31	874	100,00%	4 053	4 053	-	750	2 748	320
Karey	442	402	49,00%	2 870	2 870	245	9 637	14 090	341